

Discours prononcé par le Délégué Pierre Ansay lors de la Fête de la Communauté française de Belgique

27 SEPTEMBRE 2007

« 25 ans de présence au Québec »

En ce jour de fête, qui célèbre, faut-il le rappeler, la participation des Wallons aux combats de l'indépendance de la Belgique, les journées dites de septembre 1830, il convient sans doute de méditer quelques leçons que l'histoire nous propose en partage.

En 1830, les Wallons, les Bruxellois et les Flamands se sont unis pour bouter le Hollandais hors de Belgique. Nos historiens se perdent en conjonctures sur la fameuse identité belge qui en serait la source : faut-il rappeler le mot de Jules César : « de tous les peuples de la Gaule, les Belges sont les plus braves... parce qu'ils sont les plus éloignés de la civilisation ». Mais le fait est là : des ouvriers bruxellois, parlant le flamand, les Bourgeois des grandes villes belges, surtout francophones, le peuple, le clergé catholique, les commerçants et les industriels surtout francophones, ont dressé des barricades. On respirait là un air de liberté alimenté par le catholicisme des campagnes et le libéralisme des villes, le tout sous fond de domination linguistique et économique abusive de la part de la royauté hollandaise. Mais le fait est là : au berceau coexistent des valeurs de liberté et d'égalité, voire même de solidarités. Quoiqu'il arrive à mon pays au-delà des vicissitudes actuelles, ce sera sans doute de nouveau la liberté qui triomphera, et elle exercera son triomphe dans le cadre de la démocratie. Sans doute en effet que la véritable liberté ne peut se conjuguer que dans l'effort collectif démocratique et que la vie démocratique ne peut donner ses fruits qu'alimentée par des citoyens libres.

L'identité belge est sans doute faiblarde, peu sûre d'elle-même et fréquemment traversée de séismes de toute sorte : la Belgique a connu, au vingtième siècle 2 guerres, (Brel, « *quand les fils de novembre nous reviennent en mai*), l'aventure coloniale et la décolonisation, la question royale, la question scolaire, les grèves de 60 et 4 réformes de l'État en 25 ans.

Bien des anecdotes pourraient illustrer cette faiblesse là : un premier ministre qui ignore l'évènement historique commémoré par notre fête nationale, un candidat premier ministre qui cite la Marseillaise comme hymne national, un promoteur immobilier, qui dans la quasi-indifférence, projette de détruire le sous-sol de la Place des Martyrs où sont enterrés les 350 patriotes des journées de septembre 1830 et récemment cette émission « canular » de notre télévision nationale sur la fin de la Belgique.

Et pourtant cette identité faible recèle des trésors cachés : c'est chez nous, dans nos villes médiévales, que s'est inventée la démocratie telle qu'elle gouverne, indépassable, la majorité des pays du monde. Notre pays a livré au monde des artistes, des scientifiques, des hommes d'état, sans commune mesure avec la taille du pays et le nombre de ses habitants. Les grands de notre petit pays ignoraient et ignorent encore, pour la plupart,

les frontières linguistiques. Une pétition, lancée voilà quelques jours par un pléiade d'intellectuels, d'artistes et de personnalités flamandes, bruxelloises et wallonnes, veut affirmer, aux yeux de la classe politique, notre désir commun de vivre ensemble et d'agir dans la solidarité, si bien construite dans notre système de sécurité sociale : solidarité verticale entre riches et pauvres, solidarité horizontale entre actifs et non-actifs. Et notre vivre ensemble n'a de sens que dans le cadre européen et mondial.

Nos réformes institutionnelles ont contenté les revendications flamandes et wallonnes : à la nation flamande, correspond la Communauté flamande et aux efforts wallons concrétisés récemment avec un succès croissant par le plan Marshall pour la Wallonie, la Région wallonne. L'avenir nous fait signe vers une identité post-nationale, européenne, voire mondiale. Et cette identité là ne néglige ni ne méprise ce que nous voulons garder de notre histoire, de nos frontières, de notre patrimoine et patrimoine, historique, paysager, architectural, artistique, au sein d'une diversité culturelle sauvegardée, faut-il le souligner, par les efforts conjoints à l'U.N.E.S.C.O. de la France, du Québec, du Canada et de nos institutions belges.

Sans doute que l'approfondissement du fédéralisme belge ne doit pas trouver, comme arène de discussion, la formation d'un gouvernement. Les calculs politiques, si légitimes soient-ils, ne doivent pas prendre le pas sur la réflexion politique à long terme. Il conviendrait, à l'idéal, que des Sages, de tout bord et de toute origine, proposent de nouveaux partages et de nouvelles règles pour permettre aux Flamands, aux Wallons et aux Bruxellois de vivre dans l'harmonie et la solidarité, et dans l'esprit de l'Europe, avec la protection des minorités, le maintien d'un espace de solidarité, le respect des langues protégées dans leur exercice sur un territoire délimité. Ainsi, nous devons ouvrir la porte, sans tabous, à une discussion franche sur la meilleure application possible du principe de subsidiarité : à quel niveau de pouvoir et par qui telle tâche, tel problème doivent-ils recevoir leur solution ? En outre, il semble urgent d'instituer des circonscriptions électorales nationales. Les hommes politiques fédéraux doivent recevoir leur légitimité de l'ensemble de la nation et non pas seulement, comme c'est le cas maintenant, des électeurs de leur communauté. Nous devons pouvoir voter pour des hommes politiques belges, qui veulent construire notre pays : le fédéralisme n'est pas une addition de lobbyistes régionaux, c'est la recherche de la meilleure composition possible de peuples et de nations unis par la géographie et l'histoire.

Il convient donc de repenser la solidarité et la coopération entre régions et sous-régions. Certains de nos compatriotes flamands oublient les transferts de solidarité de la Wallonie vers la Flandre entre 1900 et 1960. Les transferts entre Flandre et Wallonie sont loin d'être les plus élevés au regard des écarts et des transferts entre régions d'autres pays fédérés en Europe et dans le monde. Il conviendra, dans cet esprit, de faciliter la mobilité, à l'intérieur du pays, des hommes, des idées, des capitaux, des biens : la Wallonie sort de la crise économique et de nombreux indicateurs, et notamment le commerce extérieur, montrent une reprise incontestable. Les plus lucides des analystes flamands montrent que la situation économique et sociale de la Flandre est loin de la positionner dans les régions de tête de l'Europe. En outre, inscrire nos solidarités dans l'espace européen est un gage de réussite pour un meilleur avenir commun.

Le chemin parcouru depuis l'ancien état unitaire est long : c'est lui qui a permis, pour ce qui nous concerne, de vous retrouver, chers Amis québécois, ici. En effet, voilà 25 ans, MM MOUREAU et DEHOUSSE, respectivement Ministre Président de la C.F. et Ministre Président de la Région wallonne, accueilleraient ici MM René LEVESQUE et Jacques-Yvan MORIN. Les Ministres inauguraient ensemble un double précédent : pour la première fois, le Québec accueillait un poste diplomatique d'une entité fédérée et pour la première fois, la Région wallonne et la Communauté française ouvraient leur premier poste diplomatique à l'étranger. Le Québec ne nous avait pas attendu, ouvrant sa délégation à Bruxelles en 1972.

25 ans : la durée d'une génération, une période assez longue pour que le regard de l'historien y trouve son surplomb, que des lignes de force se dessinent, que des évolutions se précisent.

25 ans : les premiers moments célèbrent la francophonie en chansons. Le Québec trouve dans son développement économique, culturel, politique les créances de sa fierté. La Communauté française met en place ses propres outils diplomatiques et devient le Monsieur Jourdain de la doctrine Gérin-Lajoie. Depuis lors et avec le soutien de leurs autorités, artistes, chercheurs, professeurs d'université, entrepreneurs, investisseurs, touristes, jeunes, fonctionnaires, travailleurs sociaux traversent l'Atlantique dans les deux sens. Les Politiques n'ont plus le monopole de la diplomatie : les artistes sont bombardés « Ambassadeurs culturels » et les sociétés québécoise, wallonne et bruxelloise multiplient les liens et les partenariats dont une partie seulement nous est connue, gage de santé s'il en est, des bonnes relations entre nos peuples et nos institutions.

À la Délégation générale du Québec à Bruxelles répondent la Délégation Wallonie-Bruxelles à Québec, la Représentation économique et commerciale de la Région wallonne à Montréal et l'Office de promotion du tourisme à Québec, sans oublier les deux Offices Wallonie-Bruxelles pour la Jeunesse.

Les partenariats ont crû en quantité, en qualité et en diversité. Nos Universités ne cessent de développer leurs partenariats, le commerce Québec/Wallonie-Bruxelles est en croissance constante, le tourisme connaît une croissance régulière.

Si les premiers moments portaient la marque d'une volonté politique forte, le pragmatisme de la coopération concrète lui a succédé. Les enjeux de la francophonie se jouent sans doute davantage dans les enceintes de la diplomatie multilatérale. A Bruxelles, nos amis québécois prennent appui sur notre ancrage européen et nous offrent ici des chemins possibles pour mieux connaître l'Amérique, ses espaces et ses possibles. Sans doute qu'un nouveau souffle politique peut s'annoncer, dans l'espace culturel superbement relayé par TV5, dans le développement de l'économie du savoir et des espaces académiques communs, facilitant la libre circulation des hommes, de leurs compétences et la possibilité qu'ils puissent exercer leur métier à partir de procédures d'équivalence équitables et accélérées. Je suis intimement persuadé que nous avons beaucoup encore à apprendre les uns des autres, autant par nos cultures européenne et américaine que par bien des convergences et des similitudes. Nos politiques suivront nos sociétés civiles, qui dans nos relations, ont souvent été à l'avant-garde de notre amitié.

Sans doute que l'avenir nous réserve de nouveaux enjeux, de nouveaux défis à relever ensemble. Le Québec veut, et c'est une excellente nouvelle, développer ses relations avec l'Europe. Et dans son dialogue avec l'Europe, réaffirmer le fait français comme composante indépassable de son identité. Le fait français est porté par la France, par nos amis suisses et par nous, selon des modalités culturelles différentes. Nous sommes, on le sait, une porte ouverte, voire le sas d'entrée vers les institutions européennes. Mais il y a plus : les Belges, autant flamands, bruxellois que wallons, sont des Européens convaincus. Nous avons fondé l'Europe avec la France, l'Allemagne, le Grand-Duché, l'Italie et les Pays-Bas. Nous sommes, comme Astérix pour la potion magique, tombés dedans quand nous étions petits. Notre positionnement géographique, notre histoire, nos cultures latines et germaniques métissées, tout nous ramène à l'Europe. C'est notre chance et elle est à saisir de concert commun avec nos amis québécois.

Le 8 novembre 2007, une séance de gala, organisée en partenariat entre le Ministère des relations internationales du Québec (M.R.I.) et la Délégation, célébrera l'anniversaire de notre amitié : piano, chant, remise, par notre Ambassadeur Jean LINT, de l'ordre de Léopold à notre bi-compatriote Yves LENOIR, dégustations et discours de nos ministres et hautes autorités au Musée de l'Amérique française à Québec. A la veille de la célébration des 400 ans de Québec, l'amitié qui nous unit, le cousinage, les entreprises matrimoniales, les alliances commerciales, le tourisme, les voyages de jeunesse, les échanges de toute sorte s'unissent pour célébrer notre amitié. Longue vie à l'amitié et à la coopération Québec, Wallonie et Bruxelles !